

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'ORAGROUP SA**

**RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
*13 avril 2018***

**M. Vincent Le GUENNOU – Président du Conseil d'Administration**

## Table des matières

<b>I.</b>	<b>Présentation générale du Groupe</b> .....	<b>3</b>
<b>II.</b>	<b>Gouvernement d'entreprise</b> .....	<b>4</b>
II.1.	Le Conseil d'Administration et les Comités du Groupe .....	4
II.2.	Equipe dirigeante de la Holding .....	4
II.3.	Equipe dirigeante des filiales .....	5
<b>III.</b>	<b>Cadre macro-économique de nos zones monétaires</b> .....	<b>6</b>
III.1.	Environnement économique .....	6
III.2.	Environnement concurrentiel.....	7
<b>IV.</b>	<b>Performances des entités du Groupe</b> .....	<b>7</b>
IV.1.	Performances du Groupe .....	7
IV.2.	Performances des filiales par zone géographique .....	8
IV.3.	Performances de la Holding .....	9
<b>V.</b>	<b>Perspectives 2018 du Groupe</b> .....	<b>9</b>

## I. Présentation générale du Groupe

Le Groupe Orabank a été créé sous le nom de « Groupe Financier » en 1989 par M. Rémy BAYSSET, entrepreneur d'origine française, avec le lancement de la première banque à capitaux privés au Bénin.

Suite à deux décennies marquées par des opérations de croissance organique et des acquisitions importantes, le Groupe Orabank opère à ce jour dans douze pays :

- ✓ Au Bénin : Orabank Bénin ;
- ✓ Au Gabon : Orabank Gabon ;
- ✓ En Guinée : Orabank Guinée ;
- ✓ En Mauritanie : Orabank Mauritanie ;
- ✓ Au Tchad : Orabank Tchad ;
- ✓ Au Togo : Orabank Togo ;
- ✓ En Côte d'Ivoire, au Burkina Faso, en Guinée Bissau, au Mali, au Niger et au Sénégal : Orabank Côte d'Ivoire et ses succursales.

Au 31 décembre 2017, le capital d'Oragroup SA se présente comme suit :

	31 décembre 2017		
	Nombre d'actions	% de détention	Part dans le capital social
<b>Total</b>	<b>6 331 747</b>	<b>100%</b>	<b>63 317 470 000</b>
<b>Actionnaires</b>			
EFH	3 795 444	59,94%	37 954 440 000
PROPARCO	628 193	9,92%	6 281 930 000
BIO	343 490	5,43%	3 434 900 000
DEG	201 832	3,19%	2 018 320 000
BOAD	173 611	2,74%	1 736 110 000
Fonds Gabonais d'Investissements Stratégiques	159 159	2,51%	1 591 590 000
BIDC	153 602	2,43%	1 536 020 000
Divers privés	876 416	13,84%	8 764 160 000

Au 31 décembre 2017, Oragroup détient, directement :

- ✓ 93,18% du capital social d'Orabank Bénin ;
- ✓ 85,47% du capital social d'Orabank Gabon ;
- ✓ 58,33% du capital social d'Orabank Guinée directement et 10% indirectement à travers Orabank Tchad, soit 68,33% au total ;
- ✓ 98% du capital social d'Orabank Mauritanie ;
- ✓ 100% du capital social d'Orabank Tchad ;
- ✓ 83,67% du capital social d'Orabank Togo ;
- ✓ 60,07% du capital d'Orabank Côte d'Ivoire.

## II. Gouvernement d'entreprise

### II.1. Le Conseil d'Administration et les Comités du Groupe

Le Conseil d'Administration d'Oragroup SA est composé comme suit :

- Monsieur Vincent LE GUENNOU      Président ;
- Monsieur Arthur ARNOLD          Administrateur indépendant ;
- Monsieur H. DODDY                  Administrateur, représentant permanent d'ECP ;
- Monsieur Brice LODUGNON        Administrateur ;
- Monsieur Ferdinand NGON         Administrateur ;
- Monsieur William NKONTCHOU    Administrateur ;
- Monsieur Mbaye THIAM            Administrateur, représentant permanent de BOAD ;
- Monsieur Amadou RAIMI         Administrateur indépendant ;

Six Comités ont été mis en place au sein du Conseil d'Administration en vue de renforcer la gouvernance et soutenir l'action de la Direction générale. Il s'agit du :

- Comité d'investissement et de la stratégie ;
- Comité d'audit ;
- Comité des ressources humaines et des rémunérations ;
- Comité éthique et bonne gouvernance d'entreprise ;
- Comité des risques ;
- Comité de nomination.

### II.2. Equipe dirigeante de la Holding

La Composition de la direction d'Oragroup SA est la suivante au 31 décembre 2017 :

- Madame Binta TOURE NDOYE      Directrice Générale
- Monsieur Amadou LY              Directeur Exécutif
- Madame Sandrine GALY            Directrice du Capital Humain
- Monsieur Alfred MOUNGUA        Directeur Adjoint du Capital Humain
- Monsieur Yao GUEMEDI            Directeur Juridique, Conformité, RSE et Déontologie
- Monsieur Luc MORIO                Directeur Commercial et Marketing
- Madame Sylvie MAHOU LOE        Directeur de l'Audit
- Madame Ndèye B. Delphine NDIAYE Directrice de la Communication
- Monsieur Julien KOFFI             Directeur de la Trésorerie
- Monsieur Salif SOW                 Directeur du Système d'Information et Technologie



### **III. Cadre macro-économique de nos quatre zones monétaires**

#### **III.1. Environnement économique**

L'essor du continent africain, la croissance du commerce intra-africain, les perspectives de consolidation de la reprise économique mondiale et la digitalisation de certains services financiers, sont autant de facteurs qui nous positionnent comme un acteur majeur du développement du continent au profit de la population africaine.

Au plan régional, l'estimation de croissance du produit intérieur brut dans la zone UMOA, selon la BCEAO serait de 6,7% en 2017 contre 6,6% en 2016 et qui serait soutenue essentiellement par le dynamisme des services financiers, de télécommunications, du tourisme et de l'hôtellerie ainsi que de l'essor des activités commerciales, consécutif à la hausse des productions agricoles et industrielles.

Dans le même temps, les filiales de l'Afrique centrale sont confrontées à une conjoncture économique défavorable liée à un prix du pétrole bas. Ce faible cours a eu un impact défavorable sur les recettes fiscales pétrolières, mais aussi sur les recettes fiscales des autres segments de l'économie et par conséquent sur le programme d'investissement public. Avec toutes ces difficultés les Etats ont eu du mal à honorer leurs engagements vis-à-vis du secteur privé. La croissance économique pour 2017 serait nulle selon la BEAC avec une reprise de croissance de 3% pour 2018 et qui serait soutenue par une nouvelle hausse plus satisfaisante des cours de pétrole les décaissements importants de financements extérieurs qui seront enregistrés notamment de la part des partenaires au développement, suite à une facilité élargie de crédit, soit un programme d'ajustement structurel que cette région s'était résolue à conclure avec le Fonds monétaire international (FMI). Ce programme d'ajustement structurel est déjà effectif dans nos deux pays de présence contre la mise en œuvre de réformes économiques et financières, visant à permettre le redressement économique et une hausse des réserves de change de ces pays.

Pour la Guinée, le ralentissement de l'activité qui a marqué les trois années précédentes s'est infléchi. Le Plan national de développement économique et social (PNDES) 2016-2020 met l'accent sur une vision axée sur la gouvernance, la transformation économique, le développement du capital humain et la gestion durable des ressources. Les projections du PNDES estiment la croissance médiane de la période 2016-20 à 6,5 %. Cette évolution sera impulsée par la relance du secteur secondaire (23,6 % du PIB) à travers un regain d'activité dans le sous-secteur minier (12,3 %).

Pour la Mauritanie, la croissance devrait être soutenue par la relance de la production annuelle de la Société Nationale Industrielle et Minière (SNIM), les bonnes performances du sous-secteur de l'agriculture irriguée et de celui de la pêche (confortée par un accord pour 4 ans avec l'UE en 2016), la poursuite de l'effort d'investissement dans les infrastructures de soutien à la croissance et dans le capital humain et la poursuite des réformes structurelles. La croissance devrait néanmoins

marquer le pas en 2018, freinée par l'arrêt de la production au champ pétrolier de Chinguetti. Depuis le 1er janvier 2018 la Mauritanie a décidé d'alléger sa monnaie l'ouguiya, d'un zéro avec pour objectif de permettre à l'ouguiya de reprendre sa place dans les transactions financières, de protéger le pouvoir d'achat du citoyen et de réduire la quantité de monnaie en circulation.

### III.2. Environnement concurrentiel

Le secteur bancaire affiche globalement une bonne croissance dans les pays de présence d'ORAGROUP ; en outre il est marqué par une expansion des réseaux pour mieux répondre aux exigences de proximité client et de qualité de service. L'arrivée constante de nouveaux acteurs accentue davantage la concurrence. Le paysage bancaire régional est dominé par 28 groupes bancaires qui contrôlent au total 100 établissements et cumulent environ 87% de part de marché. Les parts de marché de nos entités au 31 décembre 2017 sont résumées dans le tableau ci-dessous.

Entités	Ressources		Emplois		Nombre de banques *
	Part de marché	Rang	Part de marché	Rang	
Togo	22,50%	1	25,70%	1	13
Benin	7,96%	5	5,85%	7	15
Guinée Conakry	7,90%	4	9,85%	4	15
Mauritanie **	2,00%	12	5,00%	8	16
Gabon	4,86%	6	8,56%	4	10
Tchad	11,72%	5	18,59%	2	8
Côte d'Ivoire	2,00%	12	2,00%	14	27
Burkina Faso	2,56%	10	2,17%	11	13
Sénégal	2,37%	13	2,43%	12	24
Niger	3,00%	9	3,00%	9	11
Mali	1,71%	13	2,08%	13	13
Guinée Bissau	25,16%	2	24,68%	2	5

Source : Banque centrale des zones monétaires

\*Le nombre de banques porte essentiellement sur les banques dont les statistiques ont été communiqués.

\*\* Données de 2016

## IV. Performances des entités du Groupe

### IV.1. Performances du Groupe

Malgré les challenges rencontrés au cours de l'année 2017, nous avons poursuivi nos initiatives de consolidation de nos activités et d'optimisation de notre réseau dans nos 12 pays de présence avec un réseau de 139 agences et 1 811 collaborateurs.

Le total bilan du Groupe à la clôture a atteint 1 794 milliards FCFA en hausse de 10% par rapport à l'exercice précédent.

Nous avons réalisé des performances solides avec 11% de croissance sur les dépôts traduisant les efforts de mobilisation de ressources clientèles sur la plupart de nos marchés.

Les capitaux propres part du Groupe passent de 86 milliards au 31 décembre 2016 à un niveau de 107 milliards au 31 décembre 2017 soit une hausse de 39% résultant essentiellement du résultat net de l'exercice part du Groupe de +17 milliards de FCFA et de l'augmentation de capital de +3 milliards de FCFA, primes incluses, suite à la conversion de dettes subordonnées de la BIDC.

Le Produit Net Bancaire consolidé s'élève à 108 milliards de FCFA, en hausse de 6% par rapport à 2016.

Les frais généraux, impactés par le développement de notre réseau d'agence couplé avec le renforcement des équipes en ligne avec notre stratégie de croissance, sont en hausse de 10% comparé à 2016.

Avec les initiatives de suivi rapproché des portefeuilles des entités du Groupe, le coût net de risque du Groupe en 2017 s'inscrit en baisse de 43% par rapport à la période de 2016.

Le résultat net de 2017 progresse de 45% et s'inscrit à 21,97 milliards (contre 15,15 milliards en 2016) en dépit du litige avec SOGAD, client de la filiale du Gabon. La rentabilité des capitaux propres s'établit à 17% en 2017 contre 15,7% en 2016.

#### IV.2. Performances des filiales par zone géographique

La zone UMOA a réalisé une performance exceptionnelle avec une croissance du résultat net de 84% soutenu par le Togo et le périmètre Côte d'Ivoire. Ce résultat est le fruit de la bonne performance du produit net bancaire et de la maîtrise du coût du risque. Il faut noter sur le périmètre Côte d'Ivoire, la contre-performance d'Orabank Mali qui reste toujours en zone de pertes et le retour à la profitabilité d'Orabank Niger. La mobilisation des dépôts a été importante dans cette zone avec +16% de hausse en glissement annuel.

La zone CEMAC qui regroupe le Gabon et le Tchad, enregistre quant à elle une baisse du résultat net de 53% par rapport à 2016. Cette contre-performance s'explique par la baisse des commissions en glissement annuel sur les deux filiales et de la baisse de la marge nette au Gabon, elles-mêmes consécutives à la situation macro-économique et l'impact du litige SOGAD sur nos activités.

Les dépôts ont connu également une baisse de -11% comparé à la position de 2016. La Guinée Conakry a affiché un résultat net en hausse de 12% comparé à 2016 soutenue par la hausse du produit net bancaire et la baisse du coût net du risque. Les dépôts connaissent une hausse de 23%.

Enfin la Mauritanie a clôturé avec une perte en baisse de 20% comparé à 2016 essentiellement dû à la baisse du coût net du risque. La croissance des dépôts est de 6% à fin 2017.

### IV.3. Performances de la Holding

Au niveau de la Holding, la croissance plus soutenue de la valeur ajoutée (+23%) par rapport à celle des charges de personnel s'est traduite par un résultat brut d'exploitation en hausse de 30% en 2017. Cette performance a été atténuée par la baisse des reprises de provisions sur les titres de participation dans les filiales.

En conséquence, malgré l'amélioration du résultat financier, le résultat net a donc baissé de 12% comparé à l'exercice 2016.

Au titre de l'exercice clôturé, la Holding propose de distribuer des dividendes de l'ordre de 3 672 MFCFA soit FCFA 580 pour une action.

## V. Perspectives 2018 du Groupe

Les perspectives restent bonnes pour nos entités - en particulier le périmètre Côte d'Ivoire et la reprise attendue dans la zone CEMAC - malgré les défis à relever.

Nous avons concrétisé avec ICD, dès le début de cette année la levée de fonds de 40 millions d'euros pour le financement des PME.

Les performances en combiné du Groupe au premier trimestre 2018 montrent :

- Une croissance du produit net bancaire de 12% comparé à mars 2017.
- Une hausse constante des dépôts avec un taux de croissance de 14% en glissement annuel.

Nous continuerons à mettre l'accent sur :

1. La mobilisation des ressources :
  - i) Clientèle faiblement rémunérée à travers notre stratégie DFS et le focus sur le financement du commerce international (produits de hors bilan) ;
  - ii) Longues à travers la finalisation des accords de financement à long terme notamment avec la BAD.
2. La gestion des risques, en particulier le recouvrement, demeurera un des axes prioritaires pour l'année 2018 avec la mise en œuvre effective de la procédure de recouvrement validée par le Conseil d'Administration.
3. La génération des revenus de commissions en 2018 avec pour objectif un ratio de « cross sell » de 50% au 31 décembre 2018.